

Le Burundi a "Un drôle de maître", qui fuit la capitale et se méfie des collines

Jeune Afrique, 09 février 2016 Plongée au cœur du Burundi paranoïque en douceur à l'instar des plateaux. Le jeu est interdit au public : un ministre, nous dit-on, y tient une réunion importante. La matinée est déjà bien avancée, mais à l'intérieur, des gradés de l'armée et de la police, des hommes en costard-cravate aussi, que l'on imagine à leurs côtés, font durer le petit déjeuner. La ville de Ngozi regorge d'enfants depuis que l'enfant du pays, Pierre Nkurunziza qui y est né en 1963 et a grandi sur une colline voisine, a pris la tête du Burundi.

Ensemble, les gens y affluent pour assister à une conférence, participer à un Conseil des ministres officieux ou simplement entendre les « conversations » du président-président au cours d'une des « croisades » dont il a le monopole. Mais aujourd'hui, la plupart des établissements sont déserts. « Depuis le début de la crise, il y a moins d'activités », un hôtelier. Le président lui-même est invisible. « Un président invisible » En ce début du mois de janvier, la rumeur court qu'il serait tout près, à quinze minutes d'ici, dans son complexe familial de Buye, où il a fait construire un stade le plus beau du pays », dit-on à Ngozi) et des maisons pour héberger les membres de sa chorale, Komeza Gusenga (« priez sans cesse »). Ces derniers et les joueurs de son équipe de football, le Halleluya FC, qui le suivent partout, sont bien les seuls, aujourd'hui, avec le quartier de Gashyamba qui dirige le pays à ses côtés, à savoir où se trouve le président. « Il a changé », note un habitant de Ngozi. On ne le voit quasiment plus. Il ne dort plus au palais [situé dans le centre de Ngozi], mais chez lui, à Buye. Et quand il se déplace, les rues doivent être désertes. Les policiers obligent tout le monde à rentrer quinze minutes avant son passage. Même les commerces doivent fermer. « Les convois présidentiels, c'est toute une histoire » surtout depuis que le général Adolphe Nshimirimana, le numéro deux du régime est tombé dans un guet-apens le 2 août 2015, dans son propre fief de Kamenge, à Bujumbura, alors que son 4x4 roulait à toute allure. D'habitude, les itinéraires sont sans cesse modifiés, les routes qu'il doit emprunter sont vidées, de façon que les convois soient organisés et l'on ignore dans lequel se trouve le président. On ne sait pas toujours où il dort non plus. À Bujumbura, cette capitale qu'il n'a jamais aimée et qu'il croit peuplée d'intellectuels vivant d'illusions et de mensonges, le voit plus guère. Symbole de la « bunkérisation du régime », selon l'expression d'un analyste réputé ayant l'anonymat, ou, selon les mots d'un diplomate ayant œuvré au Burundi, de sa « paranoïa grandissante » : les appartements présidentiels, entourés de nombreux barrages, sont aujourd'hui inaccessibles au simple quidam. L'ennemi numéro un : le Rwanda. Même son fief de Buye semble ne plus être aussi sûr à ses yeux : il lui préférerait désormais la ville de Gitega, au centre du pays. « Il a la hantise d'une attaque menée depuis le Rwanda », affirme un diplomate en poste à Bujumbura. Il est vrai que la frontière n'est qu'à quelques dizaines de kilomètres de sa colline natale. Le Rwanda : un ennemi, à en croire l'entourage de Nkurunziza. L'un des ennemis, tout du moins. Car le complot, devine-t-on au fil des discussions avec des responsables du Conseil national pour la défense de la démocratie « Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD), le parti au pouvoir, est global. Il est rwandais donc, mais aussi belge, français, américain et tutsi, évidemment. Pour certains, c'est Pierre Buyoya, l'ancien président du Burundi, et Louis Michel, l'ancien ministre belge des Affaires étrangères, qui sont à « derrière tout ça » : les accusations d'exactions et de génocide, les manifestations contre le troisième mandat de Nkurunziza, la naissance de plusieurs rébellions armées. Pour d'autres, c'est Paul Kagame qui œuvre en coulisses, parce qu'il se serait juré à « de contrôler tous les pays où se trouvent des Hutus ». Pour d'autres encore, tel Claude Nahayo, le député CNDD-FDD de Ngozi, c'est Paris « qui veut une alternance au pouvoir entre Hutus et Tutsis ». Certains vont même jusqu'à évoquer la main des Peuls, lesquels, guidés par une tradition contestable d'origine commune, seraient solidaires des Tutsis. Le CNDD-FDD isole « Seuls contre tous » : tel pourrait être le slogan du CNDD-FDD. Tel est, tout du moins, la thèse avancée par Daniel Gashyamba Ndabirabe dans l'immense salle des banquets de la permanence nationale du parti, sous l'œil d'un garde du corps qui ne le quitte jamais et au milieu d'un océan de chaises à l'effigie du guide, à Petero Nkurunziza. Le porte-parole du parti au pouvoir, bientôt sexagénaire, est considéré comme l'un des « durs » du régime. Son argumentation est la suivante : depuis sa naissance dans le maquis en 1994, le CNDD-FDD représente « la base sociale démocratique » du pays (comprendre : les Hutus) « un terme qui évoque d'autres expressions qui furent, dans le passé, à l'origine de bien des massacres régionaux », et c'est ce que n'ont jamais accepté ni la communauté internationale ni les signataires des accords de 2003. Personne ne nous a jamais aidés, dit-il. Tout ce monde était notre ennemi. Et c'est encore le cas aujourd'hui. Le troisième mandat [de Nkurunziza], c'est un prétexte. Leur problème, c'est le CNDD-FDD. Ils veulent s'en débarrasser tout prix. » Pour quelle raison ? « Parce que nous défendons la démocratie. La démocratie, c'est un homme : une personne. Tout le contraire des accords d'Arusha. » Les opposants sont ainsi décrits comme les « défenseurs » des « petits arrangements d'Arusha ». Les jeunes qui s'opposent à un troisième mandat de Nkurunziza « les armes à la main » seraient « drogués » ou tout simplement « trompés ». Quant aux membres du parti qui se sont éloignés, prononcés contre la candidature du président sortant « ce qui a abouti à leur exclusion et, pour ceux qui se sentaient menacés, à l'exil », ce ne sont que des « opportunistes qui ont rejoint le CNDD-FDD après la victoire en 2005 et qui avaient des agendas cachés ». Des « traîtres », même. « Il ne reste que les historiques au CNDD-FDD. Tous les autres ont été exclus ou, s'ils sont restés, se taisent. Or les historiques, ce sont ceux qui ont connu le maquis et qui en ont gardé les réflexes », note avec amertume l'une des rares figures de l'opposition à ne pas avoir fui, et qui a rejoint l'anonymat. « On a cru un temps que les civils du CNDD-FDD allaient jouer un rôle. Mais ils n'étaient en réalité que des gens de course », renchérit un président engagé dans la défense des droits de l'homme. Tous deux ont un temps collaboré avec le pouvoir. Avant de constater, très vite, que ce parti ne changerait pas. « Au CNDD-FDD, on ne croit qu'au rapport de force et on n'a qu'un objectif : en finir avec les accords d'Arusha », soupire l'opposant. Dans l'Histoire pour comprendre, poursuit l'homme d'âge mûr. Les premières réflexions sur la démocratie au Burundi des années 1988-1989. Les gens du CNDD-FDD n'ont pas participé à ces discussions, ils étaient en exil. Ils n'ont participé aux négociations d'Arusha non plus, ils étaient dans le maquis. Leur ADN, c'est le combat, la lutte armée. Ils n'ont jamais accepté les intellectuels, ils n'ont fait que les tolérer. » Un parti militarisé. La rupture remonte au 21 mars 2015

quand il a manqué une voix, l'Assemblée nationale, pour faire adopter le projet de révision constitutionnelle qui aurait permis à Nkurunziza de briguer en toute légalité un troisième mandat et qui aurait supprimé dans la loi fondamentale toute référence à l'accord d'Arusha. À partir de ce moment qu'on a senti un durcissement de l'homme, et que le CNDD-FDD s'est remilitarisé. La tentative de coup d'état, par d'anciens collaborateurs du président, et la stratégie d'une partie de l'opposition qui, persuadée que le dialogue était impossible, a décidé de prendre les armes et de mener une sorte de guérilla dans la capitale, ont fait naître un mouvement. Les voix dissonantes dans le parti, y compris au sein du conseil des sages, l'organe suprême du CNDD-FDD que préside toujours le chef de l'état ont été priées de se taire, et les généraux issus du maquis ont tenté pour constituer le régime, fondé sur des réflexes maquisards et des croyances messianiques. Ceux qui ont une telle influence aujourd'hui ne sont pas nombreux, mais tous arborent le grade de général. Le messianisme de Nkurunziza ne date pas d'hier : tout ce qu'il fait émane du ciel, et non de la volonté populaire. Cela explique son intransigeance, note un dignitaire catholique qui a été le président. Ce qui surprend, c'est que ceux qui l'entourent développent le même discours religieux. Un jour, le général Adolphe [Nshimirimana] lui-même nous a dit qu'ils avaient reçu une mission de Dieu. Nous sommes tombés des nues. On ne pouvait pas imaginer que celui qui était alors à la tête des services secrets parle ainsi. C'est que j'ai compris que le messianisme politico-religieux du pouvoir était plus profond qu'on ne le pensait. Ceux qui ont une telle influence aujourd'hui ne sont pas nombreux, mais tous arborent le grade de général. Ce sont, pour beaucoup d'entre eux, des « orphelins de 1972 », des Hutus qui ont perdu un père, un frère ou un oncle dans les massacres orchestrés par le régime de Michel Micombero, et qui sont mus, depuis, par ce qu'un diplomate appelle « un réflexe de victime » qui confine parfois au désir de revanche. Ceux-ci ne cachent pas leur volonté d'accrocher au pouvoir et aux avantages qu'il confère. On n'est pas allés dans le maquis pour dix ans au pouvoir », les entend-on dire dans les réunions du parti. Il y a tout d'abord Alain-Guillaume Bunyoni, le ministre de la Santé publique. Depuis la mort d'Adolphe, cet homme lui aussi issu du maquis est présent au nouveau numéro deux du régime. Washington a frappé de sanctions (restriction des déplacements, gel des avoirs) en novembre 2015. Ils décident de tout, hors de tout cadre légal, constate un diplomate onusien. Les sources les mieux informées citent également Godefroid Bizimana, le directeur général adjoint de la police, qui en est en fait le vrai patron (et qui est lui aussi visé par des sanctions aux États-Unis), le variste Ndayishimiye, le directeur de cabinet de Nkurunziza, Gervais Ndirakobuca, le chef de cabinet du président chargé de la police, ou encore l'ancienne Ntakirutimana, le patron du Service national du renseignement (SNR), que tout le monde au Burundi appelle avec crainte « la Documentation ». Prime Niyongabo, le chef d'état-major des armées, constitue un autre maillon important du « système Nkurunziza », même si son rôle est ambigu lors de la tentative de coup d'état du 13 mai lui a fait perdre des points. On trouve enfin quelques civils, comme Ruvyiron Ndikuriyo, le président du Sénat, ou Pascal Nyabenda, président de l'Assemblée nationale et du CNDD-FDD. La mission et le profil de chacun d'entre eux témoignent de l'évolution du régime. Ils décident de tout, hors de tout cadre légal, constate le diplomate onusien. Ils dirigent une sorte de shadow cabinet. Ainsi, Bunyoni et Bizimana court-circuitent sans cesse le chef de la police. Plusieurs sources affirment que la chaîne de commandement de l'armée, qui compte encore des officiers issus de l'ancien régime, est également mise à l'écart. Des officiers ont avoué ne pas avoir été informés de telle ou telle opération. Un autre fonctionnaire de l'ONU. Une pression accrue. La pression, dans la capitale comme en dehors, est exercée par trois forces plus ou moins secrètes. À Bujumbura, une brigade anti-émeutes (chargée en fait de la lutte antiterroriste) a été créée il y a tout juste quatre mois. Elle est dirigée par un fidèle du président, le lieutenant-colonel Uwamahoro, dont la simple évocation provoque l'effroi dans les zones contestataires (en 2010, Uwamahoro avait été condamné à cinq ans de prison pour des actes de torture), et ses membres ont déjà gagné un surnom : « les escadrons de la mort ». La Documentation est également au cœur de l'appareil sécuritaire. Ces derniers mois, des milliers de jeunes n'ayant accès ni à un juge ni à un avocat se sont entassés dans ses locaux, devant lesquels personne ne prend le risque de passer. Plusieurs d'entre eux disent y avoir été torturés. Ces deux forces s'appuient sur les cadres du CNDD-FDD, les Imbonerakure, pour traquer les « rebelles » à Bujumbura comme dans les campagnes. L'armée est de plus en plus divisée. Et la police se transforme en milice au service d'un parti, voire d'un homme, commente un analyste. « On assiste petit à petit à la décomposition de l'état, déplore un analyste ayant requis, comme les autres, l'anonymat. C'est encore, en apparence, un état de droit. Mais ses fondations sont bafouées chaque jour. L'armée est de plus en plus divisée. Et la police se transforme en milice au service d'un parti, voire d'un homme. » Cet homme que qualifiait de « quelconque » lorsqu'il a rejoint la rébellion, et qui apparaissait comme « effacé » lors de son premier mandat, entre 2005 et 2010, lorsqu'il dépendait encore des « militaires » du parti, est aujourd'hui le vrai maître. Un drôle de maître, qui fuit la capitale où il se sait mal-aimé, qui commence même à se méfier des collines où il jouit pourtant d'une bonne popularité, et qui ne prend jamais de décisions sans en conférer au cercle de généraux qui l'entourent tout en opérant à chacune de ses « messes » que seul Dieu mérite sa confiance. Rami Carayol